

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/11

22 décembre 1995

(95-4125)

Groupe de négociation sur les télécommunications de base

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 15 DECEMBRE 1995

1. Le Groupe de négociation sur les télécommunications de base a tenu sa onzième réunion le 15 décembre 1995. L'ordre du jour figurait dans l'aérogramme WTO/AIR/232 du 28 novembre 1995.
2. S'agissant des demandes de participation et de statut d'observateur, le Président a annoncé que les Philippines avaient décidé de prendre part aux négociations en qualité de participant à part entière. En conséquence, le nombre de participants à part entière aux négociations était désormais de 32¹ et celui des participants ayant le statut d'observateur de 27.² Le Président a remercié le gouvernement philippin de sa décision et a encouragé les autres gouvernements qui participaient aux réunions à titre d'observateurs à envisager eux aussi la possibilité de prendre part aux négociations en qualité de participants à part entière.
3. Dans le cadre du point de l'ordre du jour concernant la présentation des projets d'offres, de nouvelles offres ont été présentées au Groupe par la Corée et le Chili. Le représentant de la Hongrie a aussi annoncé que son projet d'offre serait officiellement présenté dans le courant de la journée. Le nombre total des projets d'offres présentés par les participants s'établissait donc à ce jour à 17.³
4. Le Président a invité les délégations à faire des observations sur l'état d'avancement des discussions bilatérales menées au cours de la semaine. De nombreux participants ont estimé que les réunions bilatérales qui s'étaient déroulées avaient été constructives et que nombreux étaient ceux qui s'étaient montrés disposés à améliorer leurs offres. Certains participants ont toutefois noté qu'il restait peu de temps pour que les participants qui n'avaient pas encore présenté d'offres le fassent ou pour que les observateurs prennent la décision de participer aux négociations. Un participant a exprimé l'espoir que, dans un esprit de coopération, les observateurs donneraient aussi une suite favorable aux

¹Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Communautés européennes et leurs Etats membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède), Corée, Cuba, Egypte, Etats-Unis, Hong Kong, Hongrie, Inde, Islande, Israël, Japon, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Tunisie, Turquie et Venezuela.

²Afrique du Sud, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Fédération de Russie, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Lettonie, Madagascar, Malaisie, Nicaragua, Pakistan, Panama, Pérou, République de Chine, Roumanie, Slovénie, Taipei chinois, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

³Australie, Canada, Chili, Corée, Communautés européennes et leurs Etats membres, Etats-Unis, Hong Kong, Hongrie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse et Venezuela.

demandes de consultations bilatérales. D'autres participants ont réaffirmé l'espoir de voir les négociations aboutir à un résultat satisfaisant fondé sur le principe NPF.

5. Au titre du point de l'ordre du jour sur les questions techniques et conceptuelles en suspens, un document informel sur les principes réglementaires a été distribué. Les participants ont, de manière générale, accueilli favorablement ce document estimant qu'il pouvait servir de base à un élargissement des débats. Il a été noté qu'il convenait d'examiner soigneusement dans quelle mesure certains aspects des questions de réglementation, tels que les droits d'interconnexion, relevaient déjà des disciplines applicables en vertu de l'AGCS et de l'annexe sur les télécommunications. Il a aussi été suggéré que la valeur des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national serait rehaussée par des éclaircissements spécifiques tels que ceux figurant dans le document non officiel. Un participant a suggéré que de tels principes devaient être axés sur les résultats plutôt que sur les procédés. Il a été convenu que les participants réfléchiraient plus avant aux questions abordées dans le document non officiel et les examineraient au titre du même point de l'ordre du jour lors de la prochaine réunion.

6. Au titre du point de l'ordre du jour concernant l'examen des réponses au questionnaire sur les télécommunications de base, le représentant du Pérou, pays jouissant du statut d'observateur, a présenté la réponse de son gouvernement. Le Président a aussi invité les participants à poser les questions en attente sur les réponses présentées lors des précédentes réunions ou à communiquer les réponses non encore fournies aux questions posées antérieurement. Il a remercié la délégation péruvienne pour sa communication et a incité les autres participants et observateurs à communiquer leurs réponses au questionnaire.

7. A l'occasion du débat sur les travaux futurs, le Président a noté que la prochaine réunion du Groupe était prévue pour le 26 janvier et que des négociations bilatérales seraient engagées pendant la semaine correspondante. Il a souligné qu'il était important que les participants qui n'avaient pas encore présenté de projets d'offres le fassent pour la réunion de janvier et a rappelé que selon le calendrier des négociations les participants étaient aussi tenus de présenter des offres révisées au mois de janvier.